

"Etre jeunes en Mauritanie"

SYNTHÈSE L'intégration socio-économique et participation citoyenne des jeunes en Mauritanie et les acteurs impliqués dans le renforcement de leur insertion intégrale dans la société.

Cette étude est réalisée dans le cadre du Programme Concerté Pluri-Acteurs « Graine de Citoyenneté »

Avec la participation technique et financière de :



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
Contexte	4
QUELLE PARTICIPATION ET INSERTION DES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ ?	6
LES JEUNESSES MAURITANIENNES	6
Être jeune en Mauritanie : une réponse impossible ?	6
La jeunesse mauritanienne : un portrait au pluriel ?	7
L'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES JEUNES	8
Le parcours scolaire des jeunes	8
L'accès à l'emploi de la jeunesse	9
L'accès à la santé	11
LA PARTICIPATION CITOYENNE DE LA JEUNESSE	12
L'accès à la citoyenneté	12
Le respect des droits humains	13
L'exercice de la citoyenneté	15
COMMENT LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE S'EMPARENT-ILS DE LA QUESTION DE LA JEUNESSE ?	16
DES POLITIQUES PUBLIQUES QUI S'EMPARENT DOUCEMENT DE LA QUESTION DES JEUNESSES	16
Le cadre international des politiques de jeunesse	16
La thématique de la jeunesse, une priorité du gouvernement mauritanien ?	17
Stratégie politique et jeunesse	19
La Stratégie Nationale de la Jeunesse	21
Les défis des politiques jeunesse	22
L'INTERVENTION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	23
L'émergence des organisations de la société civile	23
Le cadre légal des organisations de la société civile	24
L'approche inclusive et participative adoptée par les organisations de la société civile	25
Les initiatives de la diaspora mauritanienne	26
L'ENGAGEMENT DES ACTEURS INTERNATIONAUX	27
Les financements et programmes des acteurs internationaux à destination de la jeunesse	27
L'engagement de l'Agence Française de Développement	28
CONCLUSION	29

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de la Mauritanie (Grdr 2022)	5
Figure 2 : Proportion de la population jeune (15-35 ans) en Mauritanie (Ansade 2013)	9
Figure 3 : Âge des migrants mauritaniens en France (Statista 2016)	10
Figure 4 : Les organes chargés de l'élaboration et exécution des stratégies et politiques jeunesse (Grdr 2022)	21
Figure 5 : Chantiers stratégiques de la Stratégie de Croissance Accélérée et Prospérité Partagée (SCAPP 2016)	23
Figure 6 : Nombre d'associations par domaine d'intervention (Ministère de l'Intérieur 2016)	27

AVANT PROPOS

L'enjeu de cette synthèse est de dresser un court état des lieux du contexte mauritanien concernant la situation des jeunes ainsi que des intervenants étatiques, associatifs et autres acteurs impliqués dans le renforcement de l'intégration de la jeunesse en Mauritanie. Elle permettra à terme d'aboutir à des pistes de réflexion concernant le contexte autour du programme « Graine de Citoyenneté » visant à créer des espaces d'échanges et rassembler les différents acteurs de la solidarité en Europe et en Mauritanie. Il s'agira d'analyser dans les grandes lignes la situation des jeunes en Mauritanie en 2022. Mais aussi de repérer les réponses déjà apportées par les jeunes eux-mêmes, le gouvernement mauritanien et les organisations de la société civile.

Le gouvernement mauritanien est conscient des difficultés socio-économiques auxquels est confrontée la population et des défis majeurs à relever pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD)¹. À travers la mise en œuvre de plans nationaux et particulièrement de la Stratégie de Croissance Accélérée et Prospérité Partagée (SCAPP) de 2016, la Mauritanie s'est alors engagée à aligner les objectifs de celle-ci aux Objectifs de Développement Durable. Le pays compte réaliser une croissance soutenue et durable, capable d'éradiquer la pauvreté relative et extrême. Une Stratégie Nationale de la Jeunesse est développée en phase avec la SCAPP. Celle-ci porte sur la promotion de la jeunesse et se concentre sur les thèmes de citoyenneté, volontariat, autonomisation, accès à l'emploi, et lutte contre l'extrémisme violent². Cette stratégie fait de la jeunesse le cœur du Mandat de Mohamed Ould Gazouani, Président de la République depuis août 2019. Plusieurs projets de politiques publiques à destination de la jeunesse ont donc été menés mais demeurent insuffisants pour répondre aux attentes de la jeunesse en Mauritanie. Pour pallier les manques de l'État, de nombreuses associations ont été créées. Ces associations restent cependant embryonnaires.

¹ ODD ou Objectifs mondiaux se déclinent en 17 objectifs et sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

² République Islamique de Mauritanie, Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030), Emploi, Jeunesse et Meilleure Résilience des Couches les plus Vulnérables, 2019.

INTRODUCTION

Contexte

La République Islamique de Mauritanie, située en Afrique de l'Ouest entre le Sahara occidental, l'Algérie, le Sénégal et le Mali comprend **15 régions, appelées wilayas et s'étend sur environ 1 million km² avec 754 km de côte sur l'océan Atlantique**. Nouakchott, la capitale du pays constitue le port principal du pays. La Mauritanie est largement désertique et est caractérisée par un climat chaud et sec.

La Mauritanie fait partie des pays les moins densément peuplés du monde avec en moyenne 5 hab/km², contre 119 hab/km² en France, à titre de comparaison. La population est estimée à 4,7 millions d'habitants³. L'indice de fécondité, de 4,5 enfants par femme⁴, entraîne un taux de croissance démographique annuel de plus de 2,7%⁵. Le taux de fécondité, couplé à l'espérance de vie autour de 65 ans révèle une population particulièrement jeune. Plus de 65% de la population à moins de 25 ans et l'âge médian est de 21 ans⁶. Des mesures sont prises par le gouvernement mauritanien pour consolider l'éducation en matière de planification familiale et de contraception, mais il faudra attendre plusieurs années pour que les efforts soient bien ancrés et que la croissance démographique s'atténue.



Figure 1 : Carte de la Mauritanie (Grdr 2022)

La Mauritanie est essentiellement composée de plaines et de plateaux situés entre 200 et 500m d'altitude. Les quelques reliefs montagneux dans les régions de Tagant et Adrar, sont entourés de vastes mers de sable. Le pays est divisé en deux parties : les deux tiers septentrionaux sont dans le désert saharien et le tiers méridional est sahélien. Au Sahara, le climat est chaud et aride, les écoulements d'eau sont rares et la végétation est peu répandue. Au sud s'étend la steppe sahélienne, avec des amplitudes thermiques moins extrêmes et des pluies plus fréquentes que dans le nord saharien. Les pluies restent cependant très irrégulières, provoquant des sécheresses et des mouvements successifs d'exode rural depuis les années 1970⁷. A l'extrême sud du pays serpente le fleuve Sénégal. Le fleuve prend sa source en Guinée, longe la frontière avec le Mali et le Sénégal et crée une vallée aux paysages semi-arides et terres productives, particulièrement recherchées par les agriculteurs.

³ Nations Unies, 2022.

⁴ Banque Mondiale, 2019.

⁵ UN, World Population review, Mauritania Population, 2022.

⁶ CIA, World Factbook: Mauritania, 2022.

⁷ Jean-Louis BALANS, Pierre BOILLEY, François BOST, « MAURITANIE », *Encyclopædia Universalis*.

La Mauritanie est dotée d'un écosystème fragile, avec des ressources biologiques qui subissent des menaces naturelles et anthropiques. La pression sur les terres et ressources naturelles est de plus en plus forte, notamment dues aux sécheresses, pratiques de pêche et de chasse et destruction de certains habitats. Aux ressources naturelles surexploitées s'ajoutent les minerais tels que le fer, le cuivre, et l'or qui représentent l'opportunité de croissance économique principale du pays. Le fer a longtemps été la principale ressource d'exportation, mais l'épuisement des gisements, couplée à la baisse de la demande a redirigé l'industrie vers une exploitation accrue du pétrole.

La majeure partie du pays étant désertique, de vastes régions, en particulier dans le centre, le nord et l'est, sont dépourvues d'agglomérations. Les densités de population sont de l'ordre de 0,1 à 0,2 habitants par km² dans les régions du nord-est et atteignent jusqu'à 30 habitants par km² dans la vallée du fleuve Sénégal⁸. Les taux d'urbanisation augmentent de façon soutenue depuis les années 1960. À cette période, uniquement 7% de la population nationale était urbaine. Aujourd'hui, 60% de la population habite en zone urbaine, soit une multiplication par 9 au cours de six décennies⁹. Les sécheresses de 1971-1973 et de 1982-1984 ont accéléré les mouvements de populations vers la capitale Nouakchott, qui comprend aujourd'hui plus d'un quart de la population nationale¹⁰.

Au-delà des mobilités internes, le pays est marqué par des taux importants d'émigration et d'immigration. La Mauritanie est à la fois un pays émetteur, un pays d'accueil et un pays transit majeur de la région qui accueille depuis son indépendance en 1960 des milliers de migrants originaires des pays voisins pour combler les pénuries de main-d'œuvre et plus récemment des réfugiés fuyant des conflits et guerres civiles. Le taux de migration net négatif de -0.72 migrant/1 000 personnes¹¹ reflète un nombre d'immigrés inférieur au nombre d'émigrés qui quittent la Mauritanie pour des raisons principalement climatiques, environnementales et socio-économiques.

La population mauritanienne est un peuple hétérogène, marqué par de grandes diversités ethniques à travers le pays. Il existe trois principaux groupes ethniques. Les Haratins, parfois appelés Maures noirs¹², qui représentent environ 40% de la population mauritanienne. Ils constituent la majorité ethnique et sont principalement arabophones. Ils se distinguent des Maures Blancs, le peuple Bidhan ou Sahroui, signifiant les « habitants du désert », qui représente 30% de la population et qui est majoritairement musulman sunnite. Les Mauritaniens subsahariens appartiennent à plusieurs autres groupes ethniques et sont pour la plus grande partie d'entre eux originaires du fleuve Sénégal. De cette diversité ethnique découle la pratique de plusieurs langues, dont l'arabe, le soninké, le pulaar, le hassaniya, le wolof ainsi que le français.

Les conditions socio-économiques varient d'une région à une autre et varient entre et parmi les groupes ethniques et les castes. Des niveaux de pauvreté élevés sont enregistrés sur l'ensemble du territoire. 28% de la population vit sous le seuil de la pauvreté (estimé à 19 100 MRU)¹³. Le pays est proie à une insécurité alimentaire chronique, une forte prévalence de la malnutrition et un accès

⁸ Jean-Louis BALANS, Pierre BOILLEY, François BOST, « MAURITANIE », *Encyclopædia Universalis*.

⁹ Groupe de la Banque Mondiale, « Mauritanie : transformation de la trajectoire de l'emploi des jeunes vulnérables », 2017.

¹⁰ Jorge Brites, Mauritanie : que nous laisseront les vents de sable ? Essai sur le présent et l'avenir de la République islamique de Mauritanie, 2021

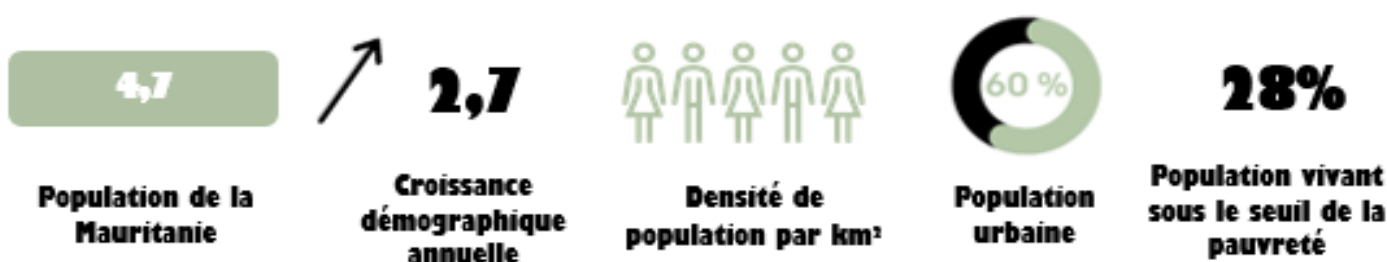
¹¹ CIA, World Factbook: Mauritania, 2022.

¹² Terminologie coloniale mais toujours utilisée localement par les francophones.

¹³ Ansade, Tendances de la Pauvreté Monétaire et Inégalités en Mauritanie, 2020.

parfois difficile aux soins et à l'éducation, bien que des progrès significatifs aient été réalisés au cours des 20 dernières années. Le pays a enregistré une baisse considérable de l'extrême pauvreté et une amélioration des conditions de vies par rapport aux années 1990. Ces progrès ont cependant été entravés par la pandémie du Covid-19.

Les circuits économiques sont dominés par l'agriculture, l'élevage, la pêche, les services et surtout l'industrie extractive. 51% de la population travaille dans le secteur agricole, bien que les dérèglements climatiques obligent un grand nombre d'agriculteurs à laisser leurs exploitations et trouver d'autres moyens de subsistance¹⁴. L'économie mauritanienne repose fortement sur l'industrie extractive qui représente $\frac{3}{4}$ des exportations totales et qui constitue la principale source de croissance du PIB national. De nombreux risques pèsent donc sur l'économie, notamment la dépendance à l'égard des investissements étrangers et les fluctuations des prix internationaux des matières premières. En décembre 2017, la Mauritanie et le FMI ont convenu un accord de trois ans dans le cadre de la facilité élargie de crédit pour favoriser la croissance économique, maintenir la stabilité macroéconomique et réduire la pauvreté. Les investissements dans l'agriculture et les infrastructures sont les plus grandes composantes des dépenses publiques du pays.



QUELLE PARTICIPATION ET INSERTION DES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ ?

LES JEUNESSES MAURITANIENNES

Être jeune en Mauritanie : une réponse impossible ?

La jeunesse constitue une phase de la vie intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte, marquée par un accès progressif à l'autonomie. Selon la catégorisation de l'**Organisation des Nations Unies**, les jeunes ont entre 15 et 24 ans¹⁵. Cependant, en Mauritanie, cette classification fait débat en raison des difficultés socio-économiques (emploi, revenu, mariage) et du temps de l'accès à l'autonomie. Ainsi, l'intervalle inclut parfois les jeunes jusqu'à 35 ans. Quant à la définition établie par le ministère de la Jeunesse de la Culture et des Sports en 2004, la jeunesse mauritanienne constitue la tranche d'âge comprise entre 12 et 30 ans¹⁶. Selon la tranche d'âge choisie, la jeunesse constitue une plus ou moins

¹⁴ UNDP, Human Development Reports, *Human Development Indicators*.

¹⁵ Nations Unies, *Questions thématiques Jeunes, Qui sont les jeunes ?*

¹⁶ République Islamique de Mauritanie, ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, *Stratégie Définissant la Politique Nationale de la Jeunesse*, 2004.

grande partie de la population nationale. Ainsi, 57% de la population aurait moins de 20 ans, 65% moins de 25 ans, 70% moins de 30 ans et 76% moins de 35 ans¹⁷.

L'âge est une donnée essentielle car elle permet de saisir la réalité sociologique des jeunes et de déterminer les bénéficiaires des politiques de jeunesse. Cela nous conduit également à évoquer les transferts intergénérationnels et l'entraide, ainsi que les rapports de pouvoir et particulièrement du pouvoir des aînés et du rôle qu'ils jouent dans le contrôle de la vie sociale. **En Mauritanie, beaucoup de jeunes de plus de 25 ans vivent encore à la charge de leur famille et sont logés chez leurs aînés**¹⁸. Une enquête réalisée par le groupe de la Banque Mondiale révèle que les deux tiers des jeunes mauritaniens dépendent de leur famille pour se loger. **Les jeunes dépendent alors beaucoup du travail informel pour avoir un minimum d'indépendance financière**. Les hiérarchies sociales traditionnelles sont vécues comme des inégalités ancestrales. A titre d'exemple dans les zones frontalières des deux Hodhs, grands fiefs des chefferies religieuses et voies soufies, les personnes âgées se plaignaient de ne plus être suivies par les plus jeunes qui voient dans leur action des « innovations blâmables » qui les éloignent de la voie initiale du messager de l'islam¹⁹.

La jeunesse mauritanienne : un portrait au pluriel ?

Parler de la jeunesse mauritanienne c'est faire allusion à une jeunesse plurielle, marquée par des inégalités socio-économiques, territoriales (milieux ruraux et villes) et celles basées sur le genre. Le taux d'incidence de la pauvreté en Mauritanie reste élevé, de même qu'il est contrasté entre les régions du nord, du sud et du littoral, avec des inégalités en matière d'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi. Les jeunes mauritaniens vivent également des mobilités distinctes qui redéfinissent les tissus urbains et ruraux des jeunes à travers le pays. La jeunesse n'est donc ni homogène, ni sédentaire.

La Mauritanie connaît des taux d'immigration et de déplacements internes de jeunes importants. De par sa localisation géographique et son économie, le pays est une terre d'accueil pour de nombreux jeunes ressortissants des pays voisins, notamment le Mali et le Sénégal²⁰. Les déplacements internes de la jeunesse

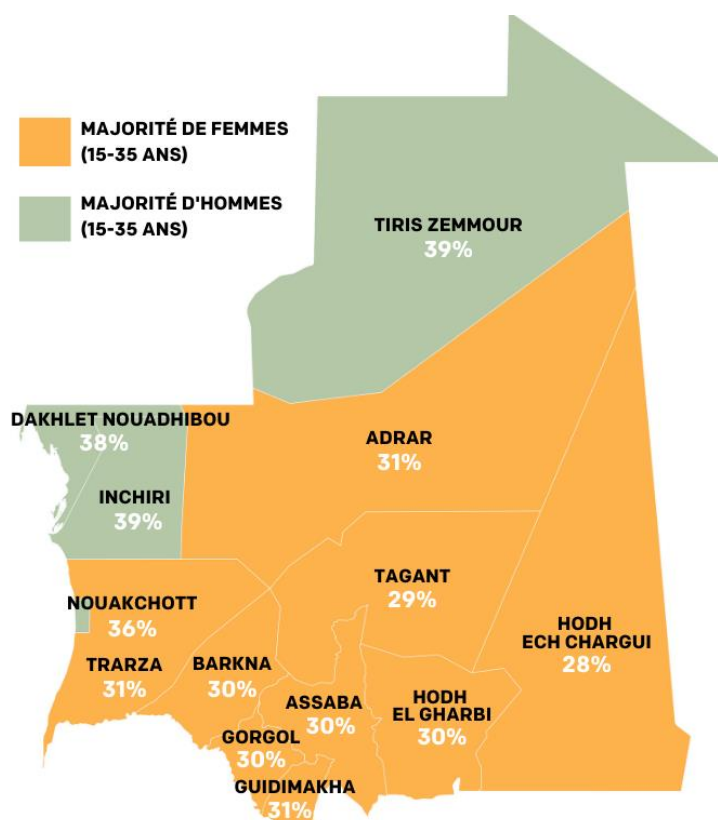


Figure 2 : Proportion de la population jeune (15-35 ans) en Mauritanie (Ansade 2013)

¹⁷ Organisation Internationale du Travail (OIT), Étude de pays : Potentiel de partenariats pour les compétences et la migration en Mauritanie, 2020.

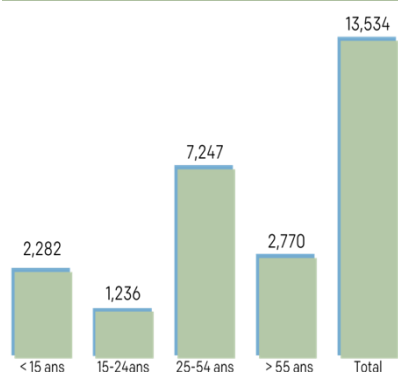
¹⁸ Groupe de la Banque Mondiale, « Mauritanie : transformation de la trajectoire de l'emploi des jeunes vulnérables », 2017.

¹⁹ Op.cit. Centre pour le dialogue humanitaire, PNUD.

²⁰ Organisation Internationale du Travail (OIT), Étude de pays : Potentiel de partenariats pour les compétences et la migration en Mauritanie, 2020.

mettent en évidence les troubles auxquels les jeunes sont confrontés, notamment en lien avec les violations des droits humains, l'insécurité alimentaire, la difficulté de l'accès à l'emploi, ou les aléas hydrométéorologiques²¹. Les mobilités sont essentiellement à destinations urbaines. Ainsi, 80% des migrants se déplacent vers les pôles urbains²². Les wilayas Dakhlett Nouadhibou, Nouakchott, et Inchiri (Chami) sont les destinations principales des jeunes migrants²³.

80% des migrants ont pour destination les pôles urbains



Les jeunes mauritaniens sont également présents dans plusieurs pays Européens. Depuis les années 1940, date de la première émigration, les migrants viennent en France pour les études, les formations professionnelles, les soins et les opportunités économiques. Ils créent des associations villageoises et des réseaux de diaspora. Ce diagramme, datant de 2016, indique la distribution du nombre d'immigrés mauritaniens vivant en France, selon la tranche d'âge²⁴. Au total, la France accueillait en 2016 plus de 13,500 mauritaniens sur son territoire dont 1236 jeunes de 15 à 24 ans. La première génération ou « jeunes migrants » désignent les personnes entre 15 et 35 ans, nées à l'étranger et installées aujourd'hui en France. Les « jeunes issus des migrations » ou « deuxième et troisième génération » désignent les personnes entre 15 et 35 ans nées en France car leurs parents ou les grands-parents nés à l'étranger se sont installés en France.

Figure 3 : Âge des migrants mauritaniens en France (Statista 2016)

L'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES JEUNES

Le parcours scolaire des jeunes

L'importante cohorte de jeunes mauritaniens est vitale pour les perspectives de développement du pays. Cependant, la jeunesse fait face à de nombreux défis, tels que l'enseignement scolaire qui est affecté par des contraintes persistantes en termes d'équité, de gouvernance et de qualité. Néanmoins, **la qualité de l'enseignement et la fréquentation scolaire ont considérablement progressé au cours des 20 dernières années et des taux net de scolarisation en école primaire de plus de 95% ont été enregistrés avant la pandémie du Covid-19²⁵. Malgré ces avancées, les taux d'achèvement des études primaires restent bas, ne dépassant pas 73%²⁶.**

²¹ IDMC, GRID 2019 : Rapport Mondial sur le Développement Interne, 2019.

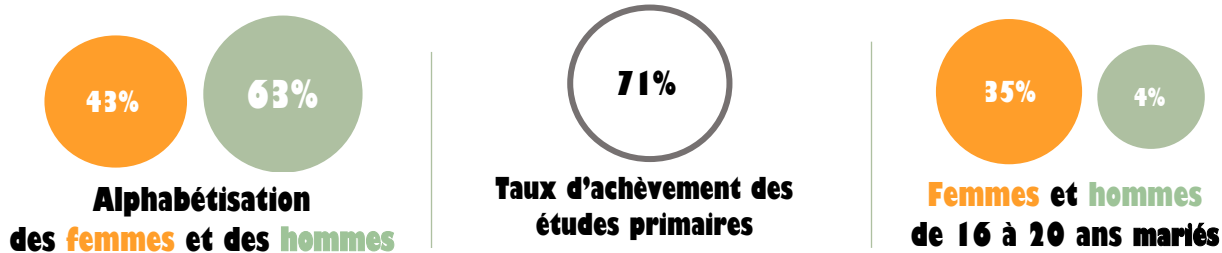
²² Groupe de la Banque Mondiale, « Mauritanie : transformation de la trajectoire de l'emploi des jeunes vulnérables », 2017.

²³ Organisation Internationale du Travail (OIT), Étude de pays : Potentiel de partenariats pour les compétences et la migration en Mauritanie, 2020.

²⁴ Publié par Statista Research Department, 8 oct. 2020.

²⁵ UNICEF, Programme « Pour chaque enfant, une éducation de qualité », 2018.

²⁶ Banque Mondiale, 2019.



L'accès à l'éducation en Mauritanie est marqué par des disparités, à la fois géographiques ainsi que basées sur le genre. Les écoliers sont moins nombreux à aller à terme de leur cycle scolaire en zones rurales qu'urbaines et 72% des enfants non-scolarisés résident en zones rurales²⁷. Les jeunes en zones rurales sont plus soumis au décrochage scolaire en raison de l'éloignement des lieux d'apprentissage et du manque de diversité d'offre de formation. Les jeunes filles continuent d'être sous-représentées dans les classes et quittent le système scolaire plus tôt que les garçons. **Cette disparité se reflète dans les taux d'alphabétisation, se tenant à 43% pour les filles âgées de 15 ans et plus, contre 63% pour les garçons**²⁸. L'abandon avant la fin de la scolarité de base (9^{ème} année) s'explique par un certain nombre de raisons, notamment les mariages forcés, les grossesses précoces et les mutilations génitales qui obligent les filles à quitter l'école à un très jeune âge et qui ont de graves conséquences sur leur santé et développement cognitif²⁹. Parmi les jeunes femmes âgées de 16 à 20 ans, près de 35% sont mariées contre seulement 4% des hommes³⁰.

Tandis que les taux de scolarisation net en école primaire augmentent progressivement, le nombre d'élèves qui arrivent au niveau supérieur reste infime (5%), les jeunes femmes étant la encore minoritaires³¹. **Les possibilités d'études supérieures sont restreintes et sont réparties de façon inégale sur le territoire, l'idée de la dévalorisation des études est donc très répandue.**

L'accès à l'emploi de la jeunesse

La Mauritanie fait face à un chômage exponentiel. L'accès à l'emploi reste une problématique majeure pour la jeunesse avec un taux de chômage estimé à 21% chez les jeunes de 15 à 24 ans³² et de 15% chez les jeunes de 24 à 33 ans, contre 10% pour l'ensemble de la population adulte. **Il convient de préciser que les données chiffrées concernant l'accès à l'emploi en Mauritanie varient considérablement d'une étude à une autre. À titre d'exemple, l'Organisation Internationale du Travail définit le taux de chômage parmi les jeunes de 15 à 24 ans à 47%, soit plus du double du chiffre fourni par la Banque mondiale**³³. La raison principale pour ces désaccords est la distinction difficile entre le travail du champ formel et le travail du champ informel, le dernier étant moins visible et donc moins documenté. **Le secteur informel représenterait plus de 70% de l'activité économique du pays**³⁴.

²⁷ DSPC et UNICEF, « Rapport de l'étude sur les motifs de non-scolarisation ou descolarisation et le profil des enfants en dehors de l'école en Mauritanie : enfants de 6-14 ans », 2017.

²⁸ CIA, The World Factbook : Mauritania, 2020.

²⁹ World Bank, Accelerating Economic Recovery by Unlocking Women's Potential, 2021.

³⁰ UNICEF, *La Situation des enfants dans le monde*, 2016.

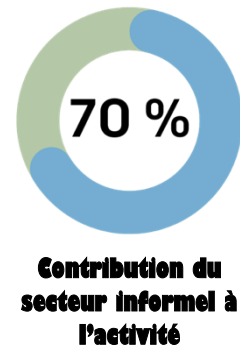
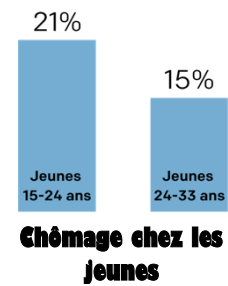
³¹ Jorge Brites, *Mauritanie : que nous laisseront les vents de sable ?* Essai sur le présent et l'avenir de la République islamique de Mauritanie, 2021.

³² La Banque Mondiale, Indicateurs du développement dans le Monde - DataBank, 2019.

³³ Organisation Internationale du Travail, *L'OIT en Mauritanie*, 2020.

³⁴ Organisation Internationale du Travail, *L'OIT en Mauritanie*, 2020.

Dans l'optique de faciliter l'insertion professionnelle de la jeunesse, le gouvernement mauritanien vise à renforcer l'accès à l'enseignement supérieur et **développer la formation technique et professionnelle**. Cependant, une augmentation des ressources allouées à ce secteur serait nécessaire pour envisager une amélioration rapide de l'accès à l'emploi des jeunes. De plus, le fait de disposer d'un diplôme n'augmente pas systématiquement les chances des jeunes de 14 à 35 ans de trouver un emploi³⁵. La formation professionnelle est un secteur naissant, se développant progressivement depuis le début des années 2000 et dont les diplômes ne sont pas encore suffisamment valorisés pour projeter les jeunes dans le monde du travail. **Il faut donc prendre en compte l'inadéquation entre l'offre de formation et la demande sur le marché de l'emploi.**



L'accès à l'emploi des jeunes est marqué par de fortes disparités géographiques³⁶. Les facteurs derrière les taux de chômage de la jeunesse mauritanienne sont nombreux, on note surtout le décrochage scolaire en zones rurales et le manque d'opportunités pour les fortes populations urbaines. **Compte tenu de la croissance démographique soutenue, la création d'emploi accuse un retard important et ne répond pas aux besoins des jeunes actifs.** Les jeunes en zones rurales sont principalement impliqués dans le secteur agricole qui représente le plus grand employeur dans près de la moitié des régions mauritaniennes. Bien que le chômage y soit réduit dans ces régions, la qualité des emplois proposés aux jeunes reste faible et la pauvreté persiste. Le secteur tertiaire se concentre uniquement à Nouakchott et Nouadhibou et embauche moins de jeunes que le secteur agricole. En ville, les jeunes sont recherchés pour des tâches manuelles, des travaux domestiques et pour les petits commerces. **Face aux manques d'emplois décentés et aux difficultés de l'insertion socio-professionnelle, les jeunes trouvent d'autres moyens de subsistance en se dirigeant vers l'auto-entrepreneuriat et le secteur informel.** Plus de 22% des jeunes se disent prêts à se lancer dans la voie de l'entrepreneuriat. Les activités informelles sont variées selon les zones et milieux socio-culturels. On remarque que les jeunes travaillent surtout comme aides-familiaux, domestiques, mécaniques, vendeurs de rue, chauffeurs de transports informels ou encore dans le recyclage de déchets³⁷.

Les opportunités et secteurs d'activité varient également entre les jeunes femmes et hommes. Les données chiffrées concernant l'emploi en Mauritanie dévoilent que les taux de chômage sont considérablement plus élevés chez les femmes que chez les hommes. **D'après la Banque Mondiale, 18% des jeunes hommes de 15 à 24 ans sont au chômage contre 25% pour les femmes³⁸. Il est donc souvent stipulé que les jeunes femmes participent moins au marché du travail que les jeunes**

³⁵ Banque Mondiale, ILOSTAT : Chômage dans la population avec un niveau d'études de base (% de la population active dans cette catégorie) Mauritanie, 2022.

³⁶ Groupe de la Banque Mondiale, « Mauritanie : transformation de la trajectoire de l'emploi des jeunes vulnérables », 2017.

³⁷ Ousmane Wague, « Enfants déshérités de Nouakchott : entre travail informel, délinquance et tentatives de réintégration », *Insaniyat* 83-84, 2019, 67-84.

³⁸ Banque Mondiale : Chômage, jeunes femmes (% de la population active féminine de 15 à 24 ans) (estimation nationale), Mauritanie, 2017.

hommes. Ceci est cependant une idée reçue. Bien qu'il soit incontestable que les taux de scolarisation et d'alphabétisme faibles, les mariages et grossesses précoces et les diverses responsabilités dans le foyer représentent des obstacles à l'accès à l'emploi, les femmes participent au marché du travail en s'engageant dans le secteur informel. Elles sont généralement moins visibles, peu documentées et mal représentées dans les chiffres officiels. Beaucoup décident ou sont contraintes de coupler leurs responsabilités, et le pourcentage de femmes dans la population active ne va sans cesse en augmentant, de 25% en 1993 à 35% en 2012³⁹.

L'accès à la santé

Les indicateurs de santé en Mauritanie ont connu une amélioration moindre que celle des indicateurs d'éducation. Des progrès ont néanmoins été enregistrés au cours des 20 dernières années⁴⁰. L'espérance de vie à la naissance est passée de 47 ans en 1990 à 65 ans en 2022, et le taux de mortalité infantile est aujourd'hui de 51 décès/1000 naissances⁴¹. **La jeunesse est une couche particulièrement vulnérable, confrontée à des défis spécifiques dans le domaine de la santé, notamment liés à la santé sexuelle et reproductive (SSR).** Le risque de transmissions des maladies et infections sexuellement transmissibles telles que le VIH/SIDA est plus élevé parmi cette tranche d'âge. La population nationale, quant à elle, connaît une prévalence relativement faible de la maladie (0,4 à 0,8% de la population adulte en est atteinte)⁴². **La jeunesse féminine est une population d'autant plus vulnérable due aux mariages précoces, les grossesses non désirées, les avortements à risques ainsi que l'usage de substances et la pratique de la prostitution.** Le taux de mortalité maternelle est de **8 décès/1000** accouchements, sachant que l'âge moyen du premier accouchement est de 21,8 ans⁴³. La facilitation de l'accès aux soins prénataux, aux accouchements assistés et la formation des professionnels de la santé sont donc des enjeux majeurs pour les jeunes filles.

51/1,000
décès d'enfants
de moins de 1 an

766/100,000
femmes meurent
lors de
l'accouchement

21,8 ans
âge moyen de la
femme lors du 1^{er}
accouchement

La situation délicate de l'accès à la santé de la jeunesse en Mauritanie s'explique par une couverture sanitaire et sociale faible, un manque d'infrastructure et de personnel, et une faible perception des risques liés à la santé⁴⁴. La jeunesse est peu concertée dans le choix des programmes de santé dont elle est la principale bénéficiaire. Les difficultés d'accès à la santé représentent des obstacles entravant l'épanouissement de la jeunesse, son intégration socio-économique et sa participation citoyenne. Il existe donc un besoin important de coordination des acteurs, et de renfort de la participation de la jeunesse dans l'élaboration de stratégies de santé pour faciliter son insertion intégrale dans la société.

³⁹ Banque Mondiale, « Mauritanie : transformation de la trajectoire de l'emploi des jeunes vulnérables », 2017.

⁴⁰ Dr. Khattar Cheibani, « Politiques de lutte contre la pauvreté en Mauritanie », *Journal Of North African Economies*, vol 16, no. 24, 2020, 1-12.

⁴¹ CIA World Factbook: Mauritania, 2022.

⁴² Entraide Santé 92, *Données générales : Mauritanie*.

⁴³ CIA World Factbook : Mauritania, 2022.

⁴⁴ République Islamique de Mauritanie, Ministère de la Santé Publique et des Affaires sociales, « Projet de mise en place d'un Espace Santé Jeunesse Au CSB Kissal/Moghataa Elmina à Nouakchott », 2011.

LA PARTICIPATION CITOYENNE DE LA JEUNESSE

L'accès à la citoyenneté

Conflits de 1989

Les délimitations artificielles tracées lors de la colonisation et les affrontements inter-ethniques conduisent en 1989 à un conflit opposant la Mauritanie et le Sénégal, caractérisé par des pillages violents et massacres dans les deux pays. Pendant une période de trois ans, les Négro-Mauritaniens sont victimes de torture, de détentions arbitraires, d'exécutions extrajudiciaires et d'expulsions collectives⁴⁵. Cette période appelée « passif humanitaire » est symptomatique de graves violations des droits humains et situations complexes liées à l'accès à la citoyenneté. Des dizaines de milliers de civils Négro-mauritaniens d'origine Sénégalaise, voient leurs droits révoqués et sont déportés vers le Sénégal⁴⁶.

L'accès à la citoyenneté a été impacté par plusieurs événements au cours des 50 dernières années, notamment par les conflits de 1989, qui ont donné lieu à des expulsions collectives de mauritaniens et mauritaniennes du territoire. En janvier 2008, les gouvernements mauritanien et sénégalais lancent un processus officiel de rapatriement des 60.000 mauritaniens expulsés par les autorités. Malgré les rapatriements, des obstacles légaux ont longtemps continué d'entraver l'inclusion et participation citoyenne de ces personnes. Le code de la nationalité de 1961 pénalisait les migrants mauritaniens et enfants issus des migrations en interdisant l'appartenance à un autre état. En effet, les Mauritaniens ayant pris la nationalité de leur pays d'accueil étaient dans l'incapacité d'obtenir la double nationalité et de garder leur nationalité Mauritanienne. Une loi récente (2021) (art. 31) permet l'accès à la binationalité et la rétention des droits et devoirs découlant des deux nationalités, mais interdit aux binationaux d'obtenir des postes d'élus au sein du gouvernement et des instances locales⁴⁷. Cette loi abroge également l'article relatif à la perte de la nationalité d'une femme mauritanienne lorsqu'elle se marie avec un étranger (art. 32).

Depuis 2011, les autorités ont lancé une large campagne de recensement à l'échelle nationale visant à inscrire la population du pays dans une base biométrique. **Ce recensement a créé une onde de choc à l'intérieur et à l'extérieur du pays car les habitants du sud rural semblaient être désavantagés quant à la possibilité de se faire recenser, notamment dû à l'accessibilité des centres de recensement, à la nature des justificatifs demandés et à la réalisation d'interrogatoires subjectifs ou inquisitoires**⁴⁸. L'enrôlement biométrique a pris des allures de campagne nationale de vérification des identités et a ravivé les craintes d'exclusions sur des bases sociales et ethniques. L'opération de recensement n'a donc pas permis de créer un fichier unique regroupant l'ensemble de la population et a eu pour effet de reproduire des inégalités d'accès au service publique, de participation citoyenne et d'exclusion des habitants mauritaniens. La cohabitation des différents groupes ethniques n'existe pas sans défis et le Comité des droits de l'homme (OHCHR) s'est montré préoccupé par la marginalisation dont continuaient d'être victimes « les Haratines et les Négro-Africains [...], en particulier dans l'accès à

⁴⁵ Philippe Marchesin, *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Paris, Karthala Éditions, 1992.

⁴⁶ Universalis, « 22 avril - 3 mai 1989 : Sénégal – Mauritanie, Massacres de Sénégalais et de Mauritaniens à Dakar et à Nouakchott ».

⁴⁷ Agence Mauritanienne d'Information, L'Assemblée nationale approuve la modification de certaines dispositions de la loi portant Code de la nationalité mauritanienne, 2021.

⁴⁸ Salem, Zekeria Ould Ahmed. « « Touche pas à ma nationalité » : enrôlement biométrique et controverses sur l'identification en Mauritanie », *Politique africaine*, vol. 152, no. 4, 2018, pp. 77-99.

l'éducation, à l'emploi, au logement, à la santé et aux services sociaux, ainsi qu'à la terre et aux ressources naturelles »⁴⁹.

Le respect des droits humains

La Mauritanie a réalisé au cours des dernières années des avancées importantes en matière de respect des droits humains. On peut noter la reconnaissance de la diversité culturelle lors de la révision de la Constitution en 2012, la ratification du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou autres traitement cruels, inhumains ou dégradants, l'adoption d'une nouvelle loi contre la discrimination en 2018. **Malgré des progrès significatifs, il reste des atteintes aux droits humains sur le territoire. Il s'agit surtout de discriminations raciales, de violences basées sur le genre, de violations du droit à la vie, d'actes de tortures, de recours excessifs à la force, et de restrictions du droit à la liberté d'expression et de réunions pacifiques**⁵⁰. Il existe une contradiction entre un système législatif reformé de plus en plus progressiste au niveau central mais une difficulté d'application dans les territoires, laissant place à des violations et oppressions portées à l'égard des citoyens et des groupes vulnérables (jeunes, migrants, et femmes).

Les lois sur les droits des femmes sont encore discriminatoires. **Depuis 2017 avec le code général de l'enfance, les mutilations génitales constituent un crime mais elles restent communes dans certaines communautés**⁵¹. **Malgré la reconnaissance de la santé procréative comme un droit fondamental, la Mauritanie continue à pénaliser l'avortement et les crimes de viols ne sont pas suffisamment définis.** En droit mauritanien, les relations sexuelles consensuelles hors-mariage sont interdites et sanctionnées pénalement. Les survivantes de viol qui décideraient de porter plainte courent le risque d'être poursuivies en justice si elles ne peuvent pas prouver qu'elles n'étaient pas consentantes. Sans preuves, elles passent du statut de victime à coupable. Une nouvelle loi prévoyant l'aggravation des peines pour viol et la pénalisation du harcèlement sexuel a été approuvée par le gouvernement en 2016 mais a été rejetée à deux reprises par l'Assemblée nationale en 2017 et 2018. À la création du nouveau gouvernement en 2019, le président Mohamed Ould Ghazouani s'est montré en faveur de la réécriture du projet. Contrairement à la version antérieure, le texte pénaliserait le mariage avec une fille mineure (art. 36). **Malgré quelques avancées, des déséquilibres persistent entre hommes et femmes. Bien que le Président et le gouvernement souscrivent aux conventions internationales sur les droits des femmes, un cadre légal mauritanien permettant de faire reculer les pratiques discriminatoires n'a toujours pas été mis en place**⁵².

« Lorsqu'on est une femme qui arrive à se démarquer, on est stigmatisé et jugé par notre entourage. On réduit l'impact de nos actions et cela freine souvent l'émancipation de la femme dans la société civile mauritanienne »

⁴⁹ Amnesty International, *Les Droits Humains en Mauritanie en 2019*.

⁵⁰ Amnesty International, Mauritanie : communication adressée au Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies, 2019.

⁵¹ Defence for Children International, Point 6 – Adoption des documents finaux de l'EPU Mauritanie, Conseil des Droits de l'Homme, 2021.

⁵² Camille Evrard et Erin Pettigrew, « Encore une nouvelle victime... Le long chemin d'une législation à l'égard des femmes en Mauritanie », *L'Année du Maghreb*, 23, 2020, 271-302.

De nombreux obstacles relatifs aux droits des femmes et aux droits de l'enfant entravent l'insertion et la participation citoyenne de la jeunesse. **En 2011, l'enrôlement à l'état civil est devenu obligatoire pour tous les ressortissants et résidents en Mauritanie**⁵³. Pour enrôler un enfant, le certificat de naissance, la carte d'identité des parents ou responsables et le certificat de mariage des parents doivent être présentés. Cela crée un problème pour les enfants nés hors mariage civil qui se retrouvent dans l'incapacité de s'inscrire à l'école publique, l'éducation primaire étant pourtant obligatoire⁵⁴. Plus de 40% des enfants ne sont pas enregistrés à l'état civil⁵⁵. Certains enfants sont alors scolarisés dans des écoles privées mais ne peuvent pas passer leurs examens, obtenir leurs papiers, suivre des formations et trouver un emploi dans le champ formel. Cette pratique d'enrôlement à l'État civil crée une catégorie de jeunes sans existences légales et reproduit des inégalités sociales. On retrouve davantage de jeunes nés hors mariage et sans existences légales dans les groupes économiquement marginalisés⁵⁶.

Le pays pénalise également lourdement les comportements homosexuels entre musulmans majeurs. Les comportements homosexuels sont passibles d'une peine de prison lorsqu'il s'agit de deux femmes et de la peine de mort lorsqu'il s'agit de deux hommes, en vertu des articles 306 et 308 du code pénal⁵⁷. Dans les faits, la peine de mort n'a jamais été appliquée et les personnes accusées « d'actes contraires à la morale » sont rarement emprisonnées. Elles vivent cependant dans la peur d'être dénoncées et sont victimes de violences et discriminations⁵⁸. **Quelques ONG seulement réussissent à travailler concrètement sur le terrain pour accompagner juridiquement ces groupes vulnérables.**⁵⁹

La garantie du droit à la liberté d'expression et la participation à des réunions pacifiques est une problématique pour les citoyens mauritaniens, et en particulier la jeunesse qui éprouve des difficultés à se faire entendre par les autorités. À plusieurs reprises, la police a eu recours à la force pour mettre fin à des manifestations pacifiques organisées par des jeunes militants. En octobre 2018, des étudiants ont été blessés alors qu'ils manifestaient contre une décision prise par les pouvoirs publics limitant les inscriptions à l'université⁶⁰. Un an plus tard, au lendemain de l'élection présidentielle, l'accès à internet a été bloqué, empêchant les journalistes, blogueurs, militants et défenseurs des droits humains d'obtenir et échanger des informations librement. Plusieurs membres de l'opposition et jeunes militants ont été arrêtés. Parallèlement, les jeunes affirment ne pas avoir d'endroits sécurisés et inclusifs pour se rencontrer et discuter des défis qu'ils ont à relever. « *People power attack : 2019 report* »⁶¹ montre que les jeunes sont un des groupes les plus exposés aux attaques sur la liberté d'expression dans l'espace civique. On peut distinguer les difficultés suivantes :

⁵³ La Loi 2011-003 a créé un registre national des populations qui résident en Mauritanie et a prévu la création de centres d'accueil des citoyens à travers le pays. Voir en particulier articles 2 et 5 de la Loi n°2011-003 abrogeant et remplaçant la loi n°96.019 du 19 Juin 1996 portant Code de l'État Civil.

⁵⁴ Human Rights Watch, Mauritanie : des obstacles administratifs empêchent des enfants d'aller à l'école, 2018.

⁵⁵ Unicef-Mauritanie

⁵⁶ Human Rights Watch, Mauritanie : des obstacles administratifs empêchent des enfants d'aller à l'école, 2018.




⁵⁷ Tout musulman majeur qui aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe sera puni de peine de mort par lapidation publique. S'il s'agit de deux femmes, elles seront punies de la peine prévue à l'article 306, paragraphe premier.

⁵⁸ Christophe Broqua, Gabrièle Laborde-Balen, Agathe Menetrier et Djamil Bangoura, « L'asile contre la santé ? Vie et mort des homosexuels sénégalais réfugiés en Mauritanie », *L'Année du Maghreb*, 25, 2021, 95-112.

⁵⁹ Jack Beauregard, Mauritanie : la jeunesse peut-elle contribuer au changement ?, 2015.

⁶⁰ Amnesty International, *Mauritanie 2019*.

⁶¹ Rita Izsak-Ndiaye. If I disappear, global report on protecting young people in civil space, 2021, 91.

-  **Barrière socio-culturelle à l'origine de conflits intergénérationnels** : des préjugés négatifs sont relayés dans les médias et les jeunes ne sont pas écoutés au sein de leur communauté.
-  **Barrière financière créant un fossé entre les plus pauvres et les plus riches** : le manque d'autonomie financière empêche des jeunes d'intégrer l'espace civique en l'absence d'institutions qui peuvent les appuyer financièrement.
-  **Barrières politique et législative** : les outils digitaux et moyens de discussion privilégiés par les jeunes sont surveillés et limités de manière accrue par le gouvernement.

L'exercice de la citoyenneté

En dépit de leur poids démographique, la participation citoyenne des jeunes et leur influence sur les décisions impactant la vie de la cité reste très faible. Leur exclusion dans les mécanismes citoyens tels que les partis politiques et les conseils municipaux est marquée⁶². L'exclusion des jeunes est renforcée par les traditions et reliques de déterminisme social qui entravent leur libre expression. Il existe à travers le pays peu d'espaces d'expression et de lieux de rencontre pour les jeunes en dehors des centres socio-éducatifs encadrés. Peu d'équipes travaillent sur ces espaces et les formations des professionnels pour l'acquisition de compétences de gestion adaptées se font rares. Bien que les jeunes considèrent les loisirs comme une nécessité, ils ont très peu d'opportunités pour les pratiquer.

En Mauritanie, notamment en zones urbaines, la jeunesse exprime son mécontentement et insatisfaction à travers des formes artistiques telles que le rap, devenu très populaire⁶³. Les rappeurs ont une position particulière, ils sont parmi les seuls acteurs à pouvoir mobiliser des jeunes en masse issus des différentes communautés. On peut citer des associations de rappeurs qui connaissent un succès appréciable telles que la Maison des Cultures Urbaines dans la commune d'Arafat ou l'équipe de l'Assalam Alekoum Festival à l'initiative du Chitaari Rappé⁶⁴. L'association RIM Youth Climate Movement collabore avec des artistes-rappeurs dans une optique de sensibilisation sur l'environnement et le changement climatique. Les jeunes s'engagent également à travers la création, comme les arts-plastiques, le street wear, l'artisanat qui leur permet d'accéder à des emplois informels. Des clubs de littérature ou culturels existent au sein des quartiers et des villages qui s'engagent de manière discrète et qui peuvent constituer des relais originaux de mobilisation. La culture devient ainsi un espace d'apprentissage et d'expression.

*« Si on ne travaille pas avec les jeunes, si on n'encadre pas les jeunes, si on ne leurs donne pas des opportunités, nous les laissons à eux-mêmes et ça sera la dérive. »
Abdoul Salam K.Tandia, président d'Initiative pour le Développement*

Le manque d'espaces d'expression sur le plan public pousse certains jeunes leaders d'opinions à choisir la radicalisation. Parallèlement, la situation économique difficile du pays et l'incapacité de celui-ci à répondre aux besoins d'une jeunesse ambitieuse et consciente de son droit à l'amélioration de ses conditions de vie constitue un autre facteur de radicalisation. Cette problématique au sein de la jeunesse se fonde sur l'absence d'alternative et l'isolement des jeunes qui se sentent piégés avec un

⁶² Jorge Brites, *Mauritanie : que nous laisseront les vents de sable ?* Essai sur le présent et l'avenir de la République islamique de Mauritanie, 2021.

⁶³ Jeune Afrique, Mauritanie : roulez jeunesse ! 2014.

⁶⁴ Un journal d'informations tenu par des rappeurs et diffusé sur YouTube.

futur sans opportunités. Le discours extrémiste est alors parfois perçu par les jeunes comme seul moyen de déconstruire les cadres anciens comme la tribalité, qui alimente l'État et qui est maintenue comme catalyseur électoral. La radicalisation, c'est aussi la bataille des anciens et de leurs cadets. Il semblerait que **les jeunes trouveraient en l'adhésion à des mouvances islamistes politiques ou armées « une sorte d'arrimage au monde moderne »**⁶⁵. Un manque d'espaces d'observation, de réflexion et de débat sur les changements relatifs aux jeunes en vue des mutations du pays peut se faire noter. De tels espaces pourraient jouer un rôle vital pour informer les politiques de jeunesse.

COMMENT LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE S'EMPARENT-ILS DE LA QUESTION DE LA JEUNESSE ?

DES POLITIQUES PUBLIQUES QUI S'EMPARENT DOUCEMENT DE LA QUESTION DES JEUNESSES

Le cadre international des politiques de jeunesse

Les stratégies et politiques publiques de jeunesse s'inscrivent dans des cadres internationaux qui guident les décideurs politiques. Adopté par l'assemblée générale des Nations Unies en 1995, le **programme d'action mondial jeunesse (PAMJ)**, détaille les 15 domaines prioritaires⁶⁶ et les mesures à intégrer dans les politiques jeunesse. Puis, lors que **la Déclaration de Lisbonne de 1998**, 146 gouvernements se sont engagés à faire participer les jeunes aux programmes les concernant. Par la suite, **la déclaration de Bakou pour les politiques de jeunesse de 2014** précise les principes directeurs devant orienter les politiques dans les 15 secteurs, tels que l'inclusivité, la participation, ou encore la sensibilité au genre. D'autres lignes directrices sont ensuite définies par le Conseil de l'Europe, le Forum européen de la jeunesse⁶⁷ et l'OCDE qui développe 8 principes et bonnes pratiques pour guider les responsables publics chargés d'élaborer les politiques jeunesse, tels que la transparence de l'administration, la cohérence des politiques à l'égard des ODD, et l'égalité des sexes dans la vie publique⁶⁸.

Au niveau régional, les stratégies jeunesse de la Mauritanie s'appuient sur le cadre de la **Charte africaine de la Jeunesse**, élaborée par la Commission de l'Union africaine après l'appel lancé à Bamako en 2005 par les organisations des jeunes pour la promotion et le renforcement des capacités de la jeunesse⁶⁹. Cette charte vise à garantir les libertés des jeunesse (circulation, parole, regroupement, religion, propriété, etc.) et promouvoir leur participation dans la société. En 2009 s'est développé le plan d'action de la Décennie africaine de la Jeunesse, permettant « la participation multisectorielle et

⁶⁵ Centre pour le dialogue humanitaire, PNUD, Radicalisation et citoyenneté. Rapport National Mauritanie, 2016.

⁶⁶ Ces domaines sont : l'Éducation, l'Emploi, la Faim et la pauvreté, Santé, Environnement, drogues, Délinquance, Loisirs, filles et jeunes femmes, participation des jeunes à la vie de la société, Mondialisation, Technologies de l'information et des communications, VIH/sida, Conflits armés, Questions d'ordre intergénérationnel.

⁶⁷ Burrowes, A. et al. "A toolkit on Quality Standards for Youth Policy", 2016.

⁶⁸ OCDE, « Renforcer l'autonomie et la confiance des jeunes en Tunisie », 2021.

⁶⁹ Union Africaine, « Charte Africaine de la Jeunesse », 2006.

multidimensionnelle de toutes les parties prenantes, en vue de la réalisation des buts et objectifs de la Charte africaine de la Jeunesse (...) et la mise en œuvre d'actions plus coordonnées et plus concertées, pour accélérer l'autonomisation et le développement des jeunes »⁷⁰.

La thématique de la jeunesse, une priorité du gouvernement mauritanien ?

Le gouvernement mauritanien comprend 25 ministres en 2022 dont plusieurs sont concernés par la thématique et cible transversale qu'est la jeunesse. **Le ministère chargé de la thématique de la jeunesse a évolué au cours du temps et a donné lieu à un ministère qui combine plusieurs fonctions. On retrouve aujourd'hui le ministère de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Relations avec le Parlement (MCJSR) d'un côté, et le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'autre.** La thématique de la jeunesse étant transversale, d'autres ministères sont amenés à travailler sur le sujet, tels que le ministère de la Santé, le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le ministère de la Fonction Publique et du Travail, ou encore le ministère des Transports. Pour faciliter l'insertion socio-économique de la jeunesse et renforcer sa participation citoyenne, tous les sujets de politiques publiques sont pertinents à aborder et des synergies entre les secteurs et les ministères sont essentielles. Depuis 2012, les réformes de politiques de jeunesse ont impliqué l'adoption de politiques sectorielles ou transversales et ont permis une bien plus profonde implication de la jeunesse pendant la phase d'élaboration des programmes⁷¹.

« La jeunesse attend beaucoup de l'État. Après l'obtention de leur diplôme, après leur formation, beaucoup de jeunes n'arrivent pas à trouver un travail. »
Dierry Ba, Étudiant

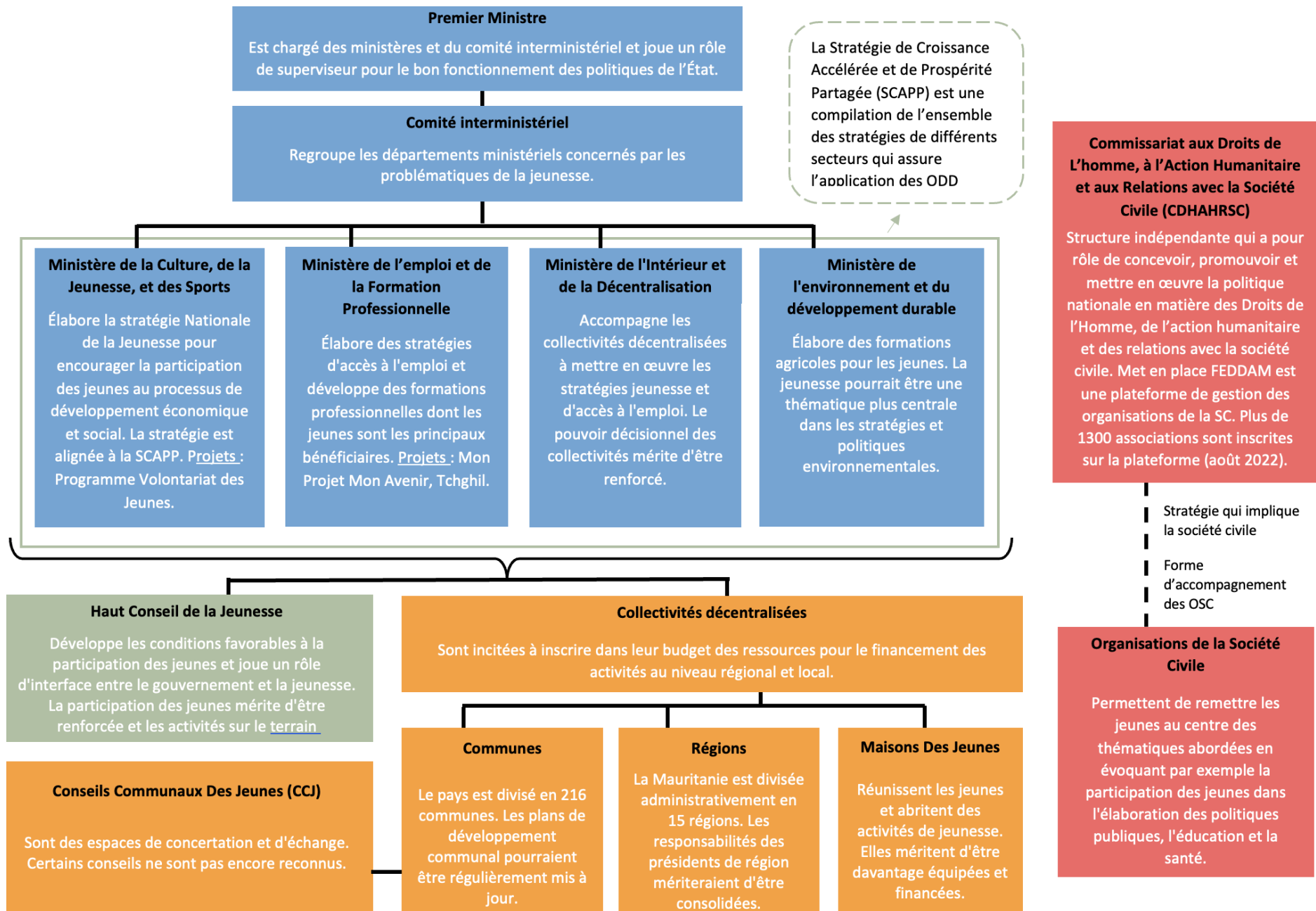
Les politiques jeunesse mauritaniennes sont élaborées, portées et exécutées par différentes entités représentées dans le schéma ci-dessus. **Il s'agit d'organes centraux qui définissent les stratégies à l'échelle nationale, d'organes décentralisés et déconcertés, et enfin d'organes d'exécution qui mettent en œuvre les programmes à échelle régionale, communale et locale. Sous la direction du premier ministre, le ministère de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Relations avec le Parlement élabore une stratégie nationale de la jeunesse.** Le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle développe des stratégies d'accès à l'emploi pour les jeunes et met en œuvre plusieurs projets pour les jeunes, tels que le SEMAH⁷² qui vise à appuyer le plaidoyer des organisations de la société civile opérant avec les jeunes dans le domaine de la prévention des conflits, de la radicalisation violente et du dialogue interculturel. Ou encore Mon Projet Mon Avenir (MPMA), dispositif mis en place par le gouvernement afin d'encourager et de soutenir les autoentrepreneurs et lutter contre le chômage des jeunes et des femmes à travers le financement et l'accompagnement de PME.

⁷⁰ Union africaine, « Plan d'action de la Décennie africaine de la jeunesse 2009-2018 », 2011.

⁷¹ Organisation Internationale de la Francophonie, « Analyse de la mise en œuvre de politiques jeunesse dans les États et gouvernements membres de la Francophonie et exemples de bonnes pratiques », 2016.

⁷² Projet SEMAH : Prévention des conflits et Promotion du dialogue interculturel en Mauritanie.

Figure 4 : Les organes chargés de l'élaboration et exécution des stratégies et





Les communes rurales ont été généralisées en Mauritanie entre 1963 et 1966, puis en 1986. Elles obtiennent une certaine autonomie pour répondre aux besoins de la population locale. Le premier acte de décentralisation a permis la constitution de la commune de Kaédi. Plusieurs programmes sont par la suite mis en œuvre pour renforcer les capacités du personnel, et les expériences de jumelage émergent, dont le premier Tokomadji, dans le Gorgol et Argenton-sur-Creuse de la Région Centre-Val de Loire en 1990. Parallèlement, des associations villageoises et inter-villageoises se constituent à partir des années 2000 afin de s'organiser à l'échelle communale.

La décentralisation a permis de délocaliser vers les entités locales la mise en œuvre des politiques jeunesse. En effet, l'échelle locale permet une participation des citoyens et d'installer durablement un principe de gouvernance locale. Mais la décentralisation en Mauritanie est aussi apparue comme incomplète et inadaptée au contexte politique et administratif. Les collectivités locales ne détiennent pas le leadership reconnu par la population et les communes ne développent pas suffisamment de ressources pour conduire des politiques de développement local adaptées. Cependant, il existe toujours aujourd'hui une faible décentralisation à l'échelle des régions.

Les organes décentralisés et déconcertés ont pour mission la coordination, le suivi et la supervision des politiques jeunesse au niveau régional. Les organes décentralisés ou déconcertés sont parfois chargés de la mise en œuvre directe des politiques et programmes, mais ils collaborent surtout avec d'autres entités à l'échelon inférieur (régions, communes) qui sont chargées d'exécuter les programmes et de livrer les services aux jeunes. Il s'agit notamment des mairies, des guichets d'emploi pour les jeunes, des maisons des jeunes, et des centres culturels ou sportifs.

Stratégie politique et jeunesse

En prenant en compte les principes d'inclusion, de participation et de droits précisés dans les conventions internationales signées par le gouvernement, les organes centraux des ministères mauritaniens ont développé des séries de politiques, stratégies et plan d'actions dédiés à la jeunesse. Il s'agit notamment de la stratégie nationale de la jeunesse et la Stratégie de Croissance Accélérée et Prospérité Partagée (SCAPP).

La Stratégie de Croissance Accélérée et Prospérité Partagée (SCAPP) est reliées aux objectifs de Développement durable (ODD) dans l'optique de réaliser une croissance soutenue et durable, capable d'éradiquer la pauvreté. « *La stratégie est basée sur les questions socio-économiques, notamment l'autonomie des personnes vulnérables par la réduction de la pauvreté ainsi que l'accès à l'éducation. Des programmes en réponse à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire ont aussi été lancés. [...] Ainsi que d'augmenter substantiellement les ressources allouées aux secteurs sociaux et de mettre en place un système universel d'assurance maladie, tiers payant, à prix modeste, permettant l'accès aussi bien aux prestations qu'aux médicaments ; La Mauritanie à encore des défis importants à relever pour l'atteinte des ODD* »⁷³. À la suite de l'élection présidentielle de 2019, le gouvernement a repris et renforcé les priorités de la SCAPP.

La SCAPP représente le cadre de référence pour toutes les actions de développement entreprises par le gouvernement et organismes publics. La stratégie est conceptualisée autour de trois objectifs principaux, le deuxième étant centré sur le développement du capital humain et l'accès aux services de base. C'est dans cet objectif que figure la thématique jeunesse, avec les quatre chantiers

⁷³ République Islamique de Mauritanie, « Revue Nationale Volontaire Des Objectifs De Développement Durable », 2019.

stratégiques suivants : (i) le relèvement de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle, (ii) l'amélioration des conditions d'accès aux services de santé, (iii) l'emploi pour tous et promotion de la jeunesse, de la culture et du sport, (iv) la meilleure résilience des couches les plus vulnérables. Les contenus des quatre chantiers stratégiques sont précisés dans le tableau suivant⁷⁴.

Levier de la SCAPP	Chantiers prioritaires/interventions
CAPITAL HUMAIN	Chantier stratégique de relèvement de l'accès et de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Garantir à tous une éducation de base, d'au moins 10 ans, assise sur un enseignement préscolaire élargi et de qualité ➤ Développer l'accès et la qualité du second cycle du secondaire ➤ Améliorer la gouvernance du secteur éducatif ➤ Améliorer l'accès, la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ➤ Développer la formation technique et professionnelle ➤ Promouvoir l'enseignement originel et lutter contre l'analphabétisme
	Chantier stratégique d'amélioration des conditions d'accès aux services de santé
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer la Gouvernance du secteur de la santé ➤ Améliorer les prestations du secteur de la santé
	Chantier stratégique de l'emploi pour tous et de promotion de la jeunesse, culture et sport
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Promotion de l'emploi productif et du travail décent pour tous ➤ Promotion de la culture, de la jeunesse et des sports ➤ Chantier stratégique d'une meilleure résilience des couches les plus vulnérables 	
Protection sociale, égalité genre, enfance et famille	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Approvisionnement en eau potable et accès aux services d'assainissement ➤ Garantir l'accès à l'électricité et un approvisionnement en hydrocarbures ➤ Développement des secteurs des bâtiments et de l'habitat 	

Figure 5 : Chantiers stratégiques de la Stratégie de Croissance Accélérée et

Plusieurs programmes ont été déployés dans le cadre de la SCAPP en matière de formation, de participation citoyenne, d'accès aux nouvelles technologies et de sensibilisation des jeunes sur les dangers de l'extrémisme. Quelques exemples d'initiatives⁷⁵ sont le projet « la Voix des Jeunes du Sahel », le projet SWEDD, l'organisation à Nouakchott d'un forum national des jeunes sur le dividende démographique, la tenue à Kaédi d'une rencontre entre 130 jeunes provenant de 15 wilayas sur la citoyenneté, le civisme et la démocratie en partenariat avec le PNUD, l'organisation d'une caravane de sensibilisation sur la citoyenneté au profit de 300 jeunes de Nouakchott, du Trarza, du Brakna et du Gorgol, etc.

La stratégie SCAPP identifie l'éducation comme la principale stratégie pour lutter contre la pauvreté et assurer l'émancipation des femmes et la protection des jeunes et enfants à l'égard de l'exploitation et de la radicalisation⁷⁶. Le Programme National du Secteur Éducatif III (PNDSE III) 2020-2030 intègre l'ensemble des cibles de l'ODD 4.⁷⁷ La Mauritanie a aussi mis en place un fond d'appui

⁷⁴ République Islamique de Mauritanie, ministère de l'économie et des finances, Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030).

⁷⁵ République Islamique de Mauritanie, Note Annuelle Sectorielle De Mise En Œuvre Du Cds 6 « Emploi, Jeunesse Et Meilleure Résilience Des Couches Les Plus Vulnérables, 2019.

⁷⁶ République Islamique de Mauritanie, ministère de l'économie et des finances, Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030).

⁷⁷ République Islamique de Mauritanie, Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée, « Revue Nationale Volontaire Des Objectifs de Développement Durable », 2019.

destiné aux personnes ayant peu de qualification professionnelle et souhaitant développer leurs compétences dans le cadre d'une formation. Un programme commun d'investissement prioritaire (PIP) du G5 Sahel sera également mis en œuvre dans le cadre des projets d'appui à l'autonomisation des jeunes dans les zones touchées par les conflits et la migration. L'existence des structures de gouvernance en charge de la jeunesse en Mauritanie témoigne d'une institutionnalisation progressive de la thématique jeunesse dans le pays.

« On voudrait que le gouvernement ouvre des portes pour la jeunesse pour travailler en Mauritanie et servir leur pays »

Amadou, jeune activiste mauritanien

« J'aimerais que la jeunesse mauritanienne avance et s'implique dans les nouvelles technologies ».

Laila AICHA, stagiaire à INNOVRIM.

La Stratégie Nationale de la Jeunesse

Dans le cadre d'une démarche innovante, intégrée et transversale, la stratégie nationale de la jeunesse 2020-2024 vise à placer les préoccupations des jeunes au cœur des projets afin d'accompagner et renforcer l'épanouissement, l'intégration dans la société et la participation citoyenne de la jeunesse. La stratégie repose sur quatre objectifs principaux :

- **Créer** les conditions favorables à la participation des jeunes au processus de développement économique et social ;
- **Promouvoir** les activités culturelles, sportives, socio-éducatives ainsi que l'esprit d'entreprise, la santé reproductive et l'insertion sociale des jeunes ;
- **Développer** les mécanismes de protection des jeunes et des adolescents et de prévention de la délinquance juvénile ;
- **Promouvoir** chez les jeunes, la culture de la paix et de la démocratie.

En mars 2021 était organisé à Nouakchott un atelier sur la Stratégie Nationale de la Jeunesse couvrant la période 2020-2024, supervisé par le ministre M. Taleb Ould Sid'Ahmed⁷⁸. Le but de l'atelier était de permettre aux jeunes, aux organisations de jeunes, aux représentants des différents ministères et aux autres acteurs de service publics impliqués de s'approprier les objectifs de la stratégie pour que les jeunes puissent en tirer le meilleur avantage en termes d'auto-emplois, d'accès aux investissements pour les micro-projets et de promotion des activités de jeunesse et de sports. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports a indiqué que la stratégie de jeunesse a été élaborée en concertation et avec une large participation de jeunes. Selon son allocution, cette stratégie serait le fruit d'une collaboration transversale entre les différents ministères et avec les membres de la société civile, notamment la jeunesse.

La démarche inclusive et participative adoptée lors de l'atelier reflète le cadre retenu pour l'élaboration et mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Nationale de la Jeunesse 2020-2024. **On observe depuis 2015, une volonté gouvernementale de voir les jeunes participer à la redynamisation de la scène politique. Au renouvellement de la Stratégie Nationale de la Jeunesse de 2011-2015, le**

⁷⁸ Agence Mauritanienne d'Information, Organisation d'un atelier sur la stratégie nationale de la jeunesse, 2021.

gouvernement avait suscité un processus de concertation participatif et inclusif auquel avait pris part plus de 2,500 jeunes. Bien que plusieurs initiatives aient été prises dans les dernières années pour garantir les principes de participation et d'inclusivité, les démarches ne sont pas toujours retenues à tous les stades du cycle politique des stratégies, projets et plans d'actions, c'est-à-dire de l'élaboration, à la mise en œuvre, jusqu'au suivi et à l'évaluation. **Les jeunes sont de plus en plus impliqués en amont dans l'élaboration des politiques, mais avec des limites importantes quant à leur implication en aval, et au moment d'évaluer les retombées de ces politiques**⁷⁹.

Les défis des politiques jeunesse

Bien que la jeunesse soit au cœur des priorités gouvernementales, les stratégies documentées ne suffisent pas à assurer l'efficacité des politiques publiques et la portée des projets si celles-ci ne sont pas accompagnées de ressources matérielles, financières et humaines pour leur mise en œuvre et suivi. En 2013, le rapport des Nations Unies arrivait aux conclusions suivantes : « *Les organisations de jeunes et les partenaires du développement se félicitent de l'approche participative qui a présidé à l'élaboration de la politique jeunesse (2011-2015). Cependant, ils soulignent la faiblesse extrême des capacités du ministère chargé du dossier, l'un des plus démunis du gouvernement. Ils rappellent que la priorité affichée dans le passé pour la jeunesse, qui avait abouti à deux stratégies nationales, ne s'est jamais traduite par des réalisations concrètes. Enfin, les partenaires insistent sur la nécessité de créer des mécanismes de coordination intersectorielle, pour le moment inexistant* »⁸⁰. **Les politiques de jeunesse souffrent encore aujourd'hui d'un manque d'efficacité. Un paradoxe se fait noter entre des stratégies et politiques ambitieuses et des faiblesses d'insertion, de cohérence et de coopération**⁸¹.

Les principaux défis sont les suivants :

- Le **décloisonnement** des secteurs étatiques
- Le renforcement des **capacités de suivi** et de supervision des structures décentralisées
- Le renforcement des **capacités techniques** au sein des structures d'exécution au niveau local (directions de niveau départemental, communes, maisons des jeunes)
- La répartition claire des **responsabilités** entre toutes les parties prenantes
- Le renforcement des **capacités de coordination** des structures centrales
- La consolidation des démarches de **collecte, analyse et diffusion des données** concernant la jeunesse qui restent sous-exploitées, pourtant indispensables pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des interventions

La gouvernance des politiques jeunesse est très peu documentée et les faiblesses de chaque entité n'ont jamais été étudiées en profondeur. Des analyses de la mise en œuvre de politiques jeunesse en Afrique de l'Ouest ont néanmoins été réalisées. **Celles-ci suggèrent que la portée des stratégies reste limitée en raison d'une approche encore trop sectorielle et notamment d'un manque de coordination entre les différents organes, ce qui empêche les initiatives de s'ancrer de manière**

⁷⁹ Organisation Internationale de la Francophonie, « Analyse de la mise en œuvre de politiques jeunesse dans les États et gouvernements membres de la Francophonie et exemples de bonnes pratiques », 2016.

⁸⁰ Nations Unies, Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, « Être jeune au Maghreb », 2013.

⁸¹ OCDE, « Renforcer l'autonomie et la confiance des jeunes en Tunisie », 2021.

durable dans la continuité de l'action publique⁸². En effet, « *sans un plan de coordination efficace, on s'expose forcément au risque de mettre en compétition, ou en contradiction, les différents éléments constitutifs de la politique de jeunesse* »⁸³.

Les faiblesses de communication et de coordination peuvent s'observer à plusieurs niveaux de la gouvernance des politiques jeunesse. Les principaux défis à relever pour renforcer la coordination sont le rassemblement plus régulier du comité interministériel, l'unification des différentes stratégies, et la communication des stratégies aux organisations de la société civile. Les associations sont rarement tenues au courant des activités élaborées par le gouvernement et par les collectivités décentralisées, se retrouvant ainsi souvent à exécuter des actions similaires au lieu de renforcer les projets et services mis en place. C'est notamment le cas des formations professionnelles pour les jeunes, qui sont élaborées à la fois par le gouvernement et les organisations de la société civile sans continuité entre les deux.

L'INTERVENTION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'émergence des organisations de la société civile

La Mauritanie connaît des formes de vie associatives traditionnelles très anciennes, avec des comités villageois, des coopératives informelles et des réseaux de solidarité. Ces structures, fortement influencées par l'organisation tribale et ethnique de la Mauritanie d'avant l'indépendance, se chargeait souvent de la gestion des lieux de culte ou encore de l'organisation d'événements sociaux tels que des mariages. **L'émergence d'organisations de la société civile (OSC) est un phénomène relativement récent qui répond aux manques des politiques publiques.**

Le tissu associatif mauritanien se développe de façon soutenue depuis les années 1990 en raison de la transition démocratique (le pluralisme politique et les libertés fondamentales sont reconnues), l'ajustement structurel et la crise économique et sociale (réduction du rôle de l'État, privatisations, milieu associatif devient une source d'emploi) et enfin la nouvelle influence des bailleurs de fonds (le concept de développement participatif conduit les bailleurs de fonds à impliquer la société civile dans les stratégies de coopération)⁸⁴. Le nombre de structures s'est fortement élargi aux lendemains de la crise économique de 2008 pour contrer les difficultés de moyens de subsistance de la population puis lors d'événements politiques ou environnementaux, tels que des inondations sans

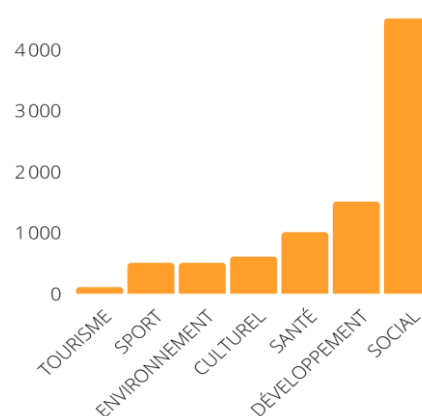


Figure 6 : Nombre d'associations par domaine d'intervention (Ministère de l'Intérieur de Mauritanie 2016)

⁸² Organisation Internationale de la Francophonie, « Analyse de la mise en œuvre de politiques jeunesse dans les États et gouvernements membres de la Francophonie et exemples de bonnes pratiques », 2016.

⁸³ Conseil de l'Europe, « Evaluation internationale des politiques de jeunesse », 2008, 39.

⁸⁴ ECDPM et HKAConsult, Rapport Final « Etude d'identification d'un Programme d'appui à la Société Civile en Mauritanie », 2005.

précédent de 2013⁸⁵. Comme illustré dans le graphique⁸⁶, la majorité des associations interviennent dans le domaine social/caritatif. D'autres ont des actions dans les secteurs tels que le développement, la santé ou encore l'environnement.

Il existe en Mauritanie très peu de données quantitatives et analyses précises sur la nature, le rôle et l'ampleur de la société civile dans toute sa diversité. **Les OSC sont plus la plupart créées par de jeunes figures qui mobilisent des connaissances dans leur proximité. On retrouve donc beaucoup d'OSC dans les grandes zones urbaines, telles que Nouadhibou, Kiffa, Aioun, Kaédi et surtout la capitale Nouakchott.** Les OSC en zones rurales se font plus rares et sont souvent caractérisées par une plus forte influence tribale et/ou ethnique sur leur constitution et leur gestion. L'émergence des OSC et se déroule de façon désordonnée dans un cadre légal évasif.

Le cadre légal des organisations de la société civile

Les lois qui régissent les associations, les coopératives et les syndicats ne fixent pas les conditions de structuration. La loi 64-098 du 9 juillet 1964⁸⁷ met en exergue les dysfonctionnements autour de la création de ces organisations. Dans la crainte d'une émergence d'associations à caractère tribale ou raciale, cette loi concentre le pouvoir d'agrément de ces dernières entre les mains du ministre de l'Intérieur. Les associations qui ne parviennent pas à obtenir une autorisation ne peuvent pas fonctionner comme souhaité et rencontrent des difficultés à trouver des lieux de rencontre ou à accéder à des financements étrangers par exemple.

Les OSC ont historiquement été tributaires de nombreuses difficultés. On note la faiblesse d'appropriation du concept de société civile, les rapports entre l'administration et les organisations emprunts d'une forme de clientélisme, les législations empêchant la tenue de rassemblements pour éviter « une division de l'unité nationale » et les démarches prolongées d'enregistrement et d'accès au récépissé. La loi de 2016 proposait un processus d'enregistrement des associations long et fastidieux. La reconnaissance d'une association pouvait se prolonger sur plusieurs mois, parfois mêmes années, en raison des relations qu'il faut créer et entretenir au sein de l'administration et parfois des formes de corruptions (bakchich) au sein de la gouvernance. Pour être reconnu, la commune doit témoigner du dynamisme de la structure associative⁸⁸. Pour lutter contre cette situation, une nouvelle loi a été votée en janvier 2021.

⁸⁵ ICE - International Consulting Expertise, « Cartographie des OSC », 2016.

⁸⁶ Ministère de l'intérieur, Direction Générale des Affaires Politiques et des Libertés Publiques (chiffres actualisés au 21 janvier 2016).

⁸⁷ ICE - International Consulting Expertise, « Cartographie des OSC », 2016.

⁸⁸ Brites Jorge. *Mauritanie : la société civile peut-elle constituer un horizon des changements politiques et sociaux ? L'allumeur de réverbère*, 2001.

>1300
Associations
identifiées sur la
plateforme
FEDDAM

15000 à
18000
Associations
en Mauritanie

Le 10 février 2021, l'Assemblée nationale a adopté la loi n°2021-004 relative aux associations, aux fondations et aux réseaux qui précise leurs droits et devoirs. L'article 3 de cette loi évoque leur participation aux processus de dialogue sur les politiques publiques. L'État se charge de mettre en place des espaces d'échange entre les OSC et les instances gouvernementales et entre les OSC elles-mêmes⁸⁹. Il est également reconnu la nécessité d'accompagner la structuration et la participation des OSC aux initiatives de développement local pour que ces dernières deviennent des véritables actrices du développement social et économique de la Mauritanie. La section 2 de la loi précise les principes de gouvernance et de fonctionnement interne et indique les supports à fournir, tels que les rapports d'activités qui doivent être présentés annuellement. Les OSC doivent désormais s'inscrire à travers la plateforme numérique FEDDAM⁹⁰ mise en place par le Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action Humanitaire et aux Relations avec la Société Civile. En août 2022, cette plateforme rassemblait plus de 1300 organisations de la société civile⁹¹, mais son appropriation reste relative par la société civile. Il existerait entre 15 000 et 18 000 associations sur l'ensemble du territoire.

Les défis principaux des OSC sont de :

- Renouveler les instances de gouvernance, prévenir les conflits inter-générationnels, et assurer la transparence dans le fonctionnement interne
- Développer les compétences et connaissances au travers de renforcement de capacités
- Porter des réflexions concertées sur les impacts des actions en vue d'assurer leur légitimité auprès des pouvoirs publics
- Accentuer l'interconnaissance et le partage d'information au travers de plateformes et réseaux de rencontre

L'approche inclusive et participative adoptée par les organisations de la société civile

L'approche inclusive visant à la parité et à la participation des jeunes au sein des OSC n'est pas toujours assurée. Les femmes sont peu représentées dans les gouvernances associatives et sont peu accordées la parole lors des prises de décision. Bien que de nombreuses OSC aient été créées par des jeunes, l'absence de renouvellement de la direction explique la faible participation des jeunes observée dans certaines structures.

L'approche participative et décentralisée adoptée à travers de nombreux programmes et projets du gouvernement a contribué à sensibiliser la société civile et les organisations aux nouvelles opportunités et en particulier à leur nouveau rôle. Ainsi, de nombreuses OSC veulent participer aux débats pour instaurer une société égalitaire où l'individu bénéficie pleinement de ses droits et pour édifier une communauté capable de déceler les menaces sur sa cohésion sociale. Cependant,

⁸⁹ Droits Afrique, Mauritanie : Associations, Fondations et Réseaux, Loi n°2021-004 du 10 Février 2021.

⁹⁰ <http://feddam.com>

⁹¹ FEDDAM, plateforme de gestion des organisations de la société civile, accessible :

http://feddam.com/liste_structure.php?mode=ASS4581CDHAHRSC2021&action=ACT4581CDHAHRSC2021&lang=fr

L'application de la démarche participative se heurte encore à des difficultés. Cette démarche implique une délégation des responsabilités et une relégation d'une partie du pouvoir de décision de structures étatiques. En dépit de l'ouverture politique, la participation des OSC au processus de développement reste à consolider. Le manque de reconnaissance des organisations, et les faiblesses des gouvernances associatives font que beaucoup d'OSC restent à l'écart des instances de prises de décision et d'élaboration des politiques publiques. Il existe toujours aujourd'hui un besoin pressant d'espaces de dialogue permettant d'instaurer un véritable débat sur la notion de société civile dans le contexte mauritanien, les missions et valeurs ajoutées des organisations, les responsabilités et obligations de bonne gouvernance et les modes de développement institutionnel de la société civile.

Des progrès ont néanmoins été réalisés au cours des dernières années avec notamment les approches participatives adoptées lors des processus d'élaboration et mise en œuvre des stratégies nationales. **Le programme « Jeunesse et Pouvoir d'Agir »**⁹² a démontré que le tissu associatif porté par les jeunes peut constituer une porte d'entrée pertinente pour le concept d'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Dans la même dynamique, **le programme FAJ'R**⁹³ (SCAC Ambassade de France en Mauritanie, 2015-2022) a permis des échanges d'expériences et d'expertises entre les associations du programme, de nombreux partenariats ont vu le jour entre les OSC mauritaniennes et les relations entre les associations de jeunes et les autorités locales sont devenues plus fluides dans leur ensemble. Les associations ont gagnées en créativité et en autonomie après deux ans d'expérience FAJ'R.

Les initiatives de la diaspora mauritanienne

Depuis les années 1940, date de la première émigration, les jeunes mauritaniens émigrent vers l'Europe et notamment vers la France pour les études, les formations professionnelles, les soins et les opportunités économiques. **Ces migrants créent des réseaux de diaspora qui jouent un rôle important auprès de la société civile Mauritanienne.** Les diasporas Mauritaniennes sont très engagées dans le développement du pays en s'impliquant dans des projets dans leur région d'origine, par des investissements collectifs. Les capacités d'épargne des migrants sont importantes, une grande partie des revenus sont transférés à leur proche au village et/ou dans des projets de développement collectifs ou des projets individuels. Bien qu'elles construisent leurs vies ailleurs, les diasporas mauritaniennes maintiennent des liens profonds avec le pays de départ, par des financements collectifs et individuels, mais aussi des retours temporaires et réguliers, et des créations d'associations. Dans différentes villes de France, les jeunes de la diaspora portent des initiatives, pour favoriser leur implication dans les actions de co-développement. Depuis, les années 1950, plus de 900 OSIM ont été créées en France selon le registre d'inscription au journal officiel.

Beaucoup de jeunes mauritaniens créent des associations villageoises ou deviennent membre de structures solidaires déjà existantes. On peut citer **notamment l'Association des Jeunes Mauritaniens en France** (2003) qui joue aujourd'hui le rôle de relais entre des entreprises nouvellement installées en Mauritanie et des jeunes nouveaux diplômés en France qui veulent retourner en Mauritanie ou les jeunes nouveaux diplômés de là-bas qui cherchent à s'insérer professionnellement. Ces associations permettent d'organiser et renforcer les transferts financiers, sociaux, culturels et de compétences entre les migrants et les communautés des régions d'origine. **L'émergence de ces associations**

⁹² Programme porté par Grdr en partenariat avec CCFD-Terre Solidaire, ACORD et AZHAR ONG en 2016.

⁹³ Programme FAJ'R, accessible : <https://expressionjeunes.net/>

témoigne de l'intérêt que portent les ressortissants Mauritanien pour les questions environnementales, la solidarité internationale et la vie sociale et politique de leur pays.

Il existe des réseaux qui rassemblent les organisations de la Solidarité issues des migrations (OSIM). On retrouve notamment le **Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe (RAME)** qui est né de l'engagement d'une dizaine de structures. Ce réseau a pour mission principale de coordonner les efforts des acteurs associatifs impliqués dans les actions de développement et d'insertion en Mauritanie et de sensibiliser l'opinion française (pouvoirs publics, collectivités, ONG) et les pouvoirs publics Mauritanien du rôle que jouent les associations de migrants autour de cette question⁹⁴. Le **Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM)**⁹⁵ met également en œuvre un programme d'échanges dans différentes villes de France et d'appui aux initiatives des jeunes de la diaspora pour favoriser leur implication dans les actions de co-développement.

Ces réseaux sont conçus comme des espaces de dialogue et de concertation permettant d'engager des réflexions communes et de faire ressortir des propositions concernant l'engagement associatif comme levier d'insertion, et la responsabilité des jeunes dans leur parcours citoyen. Similairement aux OSC mauritaniennes, les OSIM sont confrontées à des défis de gouvernance, structuration, transparence, communication et coordination. Les besoins des OSIM sont principalement tournés vers l'acquisition de compétence en gestion de projet et gestion financière, vers l'amélioration et renouvellement des pratiques de gouvernance associative, vers la prévention de conflits inter-générationnels et vers le développement des échanges et collaborations avec d'autres acteurs de la solidarité (médiation et dialogue pluri-acteurs).

L'ENGAGEMENT DES ACTEURS INTERNATIONAUX

Les financements et programmes des acteurs internationaux à destination de la jeunesse

La société civile est réceptrice de divers financements pour mettre en place des projets de développement local couvrant une multitude de thématique : la santé, l'éducation, l'emploi, la culture, l'alimentation, le respect des droits humains, l'accès à l'eau, ou encore la jeunesse. Au cours des dernières années, les bailleurs de fonds se sont montrés de plus en plus intéressés par les thématiques liées à la jeunesse, surtout depuis les contestations populaires du Printemps arabe qui ont révélé la puissance de la parole des jeunes.

Les agences publiques apportent des financements importants pour les projets mis en œuvre par les organisations de la société civile (OSC) et organisations non-gouvernementales internationales (ONGI). **Plusieurs agences sont impliquées dans l'insertion et la participation de la jeunesse mauritanienne, c'est le cas de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) qui œuvre activement depuis 2016 pour l'insertion des jeunes en zones rurales à travers le programme « Promotion de l'emploi et de l'insertion professionnelle dans l'espace rural »**⁹⁶. Ce programme vise à dynamiser l'espace rural en matière d'emploi, en soutenant l'insertion des jeunes dans les circuits

⁹⁴ RAME - Le Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe, accessible : <https://www.le-rame.org/>

⁹⁵ FORIM – Réseau des diasporas solidaires.

⁹⁶ Programme 2016-2021 mis en place dans le sud de la Mauritanie par la GIZ en partenariat avec l'UE.






économiques et en renforçant les capacités de planification et de mise en œuvre de programmes courts de qualification par des acteurs étatiques et privés.

On retrouve également l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui a lancé en 2016 un projet de Lutte contre la Radicalisation des Jeunes et la Promotion de la Citoyenneté en Mauritanie⁹⁷. Ce projet a été mis en place dans le but de consolider les capacités du pays à répondre aux défis croissants autour du terrorisme et de la radicalisation de la jeunesse en encourageant les jeunes à participer activement à la promotion de la culture et à la citoyenneté.

La prise de conscience du rôle que peut tenir la jeunesse au sein de la société se trouve donc de plus en plus formalisée dans les engagements des acteurs internationaux et dans les projets financés. L'engagement des acteurs à différentes échelles peut ainsi permettre de soutenir l'organisation de jeunes, en concertation avec des collectivités locales pour créer des espaces d'expression socioculturelle et de participation citoyenne pour la jeunesse, incluant les jeunes femmes, ainsi que des autoentreprises solidaires. Toutefois, de réelles marges de progression demeurent.

L'engagement de l'Agence Française de Développement

Du fait de l'histoire coloniale, la France et ses établissements publics sont des partenaires particulièrement importants pour les autorités nationales et locales mauritaniennes, ainsi que pour les acteurs privés du pays. **Présente en Mauritanie depuis plus de 40 ans (1978), l'Agence Française de Développement (AFD) co-finance avec l'Union Européenne de nombreux projets à destination de la société civile et en particulier la jeunesse qui est une bénéficiaire principale de l'aide publique au développement (APD).** En 2019, l'AFD engageait plus de 45 millions d'euros dans des projets de développement en Mauritanie. Elle appuie 22 projets en cours d'exécution sur le territoire. Les projets soutenus par l'AFD visent cinq objectifs principaux⁹⁸ :

-  Promouvoir l'éducation, la formation et l'emploi
-  Favoriser l'accès aux services essentiels
-  Appuyer le développement local et rural
-  Encourager le développement durable
-  Promouvoir l'accès à la santé des femmes

La jeunesse est devenue une thématique prioritaire pour l'AFD, comme le reflète les projets financés dans le cadre du premier objectif « promouvoir l'éducation, la formation et l'emploi ». Entre 2011 et 2020, l'AFD a soutenu le programme national de développement du secteur éducatif (PNDSE) visant à renforcer l'accès à l'éducation primaire et secondaire (notamment pour les jeunes filles) et la qualité de l'enseignement. L'AFD accompagne également sept centres de formation professionnelle dans l'acquisition d'équipement, la rénovation des locaux et l'implantation de filières dans lesquelles la demande de main-d'œuvre est forte pour renforcer l'employabilité des jeunes et faciliter l'accès au

⁹⁷ Projet réalisé en 2016 par le PNUD en partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports mauritanien (MJS), financé par le Gouvernement du Japon.

⁹⁸ AFD – Agence Française de Développement, *Notre Action*, accessible : <https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/mauritanie>

marché du travail. L'AFD co-finance à hauteur de 3,5 millions d'euros le projet PECOBAT sur le principe des chantier-écoles.

L'accroissement des projets destinés à la jeunesse en Mauritanie est entraîné par une hausse générale de l'aide publique au développement qui a connu une augmentation de plus d'un milliard d'euros par an entre 2017 et 2019 (soit une APD globale de 14 milliards d'euros)⁹⁹. 50% des actions portées par l'AFD et 74% de ses investissements financiers sont dirigées vers le continent Africain (soit 6,7 milliards d'euros en 2019)¹⁰⁰. Les relations qui unissent la France, l'AFD avec les États africains sont aujourd'hui repensées et redéfinies. C'était le but notamment du Sommet Afrique-France, tenu à Montpellier en octobre 2021, qui a servi de plateforme d'écoute et de participation pour les jeunes et diasporas africaines. La rencontre a permis de penser l'effacement des rapports asymétriques de l'aide au développement et la construction d'un nouveau partenariat équilibré fondé sur un dialogue d'égal à égal, sur la codécision, la cogestion et la coresponsabilité¹⁰¹.

CONCLUSION

La Mauritanie est confrontée à **plusieurs défis** : le redressement du système de santé, le renforcement du système éducatif, la démocratisation des institutions étatiques, le respect des droits de l'homme et la résolution des conflits et la réduction des inégalités entre les groupes ethnolinguistiques et castes.

Représentant plus de 65% de la population, la jeunesse (< 25 ans) est une couche particulièrement vulnérable qui fait face à des difficultés d'accès à l'éducation, à la formation professionnelle, à la santé (notamment sexuelle et reproductive), et à l'emploi du champ formel. Sa participation citoyenne est limitée en raison du manque d'espaces d'expression et de concertation avec les autorités publiques. Ainsi, de nombreux jeunes s'organisent et construisent leurs légitimités en groupes informels ou en associations officiellement reconnues. Ils agissent pour faire entendre leurs voix et trouver leur place au sein de la société, s'exprimer et surtout participer activement au développement de leur territoire. Le tissu associatif se développe donc de façon soutenue mais reste marqué par un clivage important, un manque de bonnes pratiques et de renouvellement de la gouvernance, et une insuffisance des ressources techniques, matérielles et financières.

La jeunesse est donc au cœur des engagements de la société civile qui se mobilise pour pallier les manques de l'état qui a pourtant multiplié et développé ses programmes à destination des jeunes au cours des 20 dernières années. Un paradoxe se fait noter entre des stratégies et politiques jeunes ambitieuses d'une part, et l'inefficacité et faiblesses des approches et programmes mis en place d'autre part. L'approche restent victime d'une coordination sectorielle entre les ministères et projets de développement, les capacités techniques au sein des structures décentralisées faibles, les capacités de coordination insuffisantes, et la répartition des responsabilités entre les différents échelons de la gouvernance des politiques jeunesse vague. **Néanmoins, le gouvernement mauritanien**

⁹⁹ Jean-Pierre Vial et Marie-Françoise Pérol-Dumont, Budget 2019 – Aide publique au développement, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, 2018.

¹⁰⁰ Focus 2030, L'aide publique au développement de la France, stratégie et chiffres clés, Décryptages, Note d'analyse no 9, 2021

¹⁰¹ Achille Mbembe, Les Nouvelles Relations Afrique-France : relever ensemble les défis de demain, 2021.

redouble les initiatives, et témoigne d'un volontarisme en faveur du développement de la société civile et du renforcement de la participation et insertion de la jeunesse. Il amorce une dynamique de dialogue et de construction des partenariats concrets avec les organisations de la société civile au niveau national. **C'est dans ce contexte, et sur cet élan porté par les acteurs de la solidarité et par le gouvernement que s'introduit le programme concerté pluri-acteur « Graine de Citoyenneté », visant à favoriser les échanges entre les différents acteurs en Europe et en Mauritanie, et ainsi renforcer la participation citoyenne et l'insertion de la jeunesse au sein de la société.**

Les efforts réalisés par le gouvernement mauritanien et la société civile permettent de baliser la voie pour la mise en place d'un dialogue autour des questions de jeunesse entre pouvoirs publics, autorités locales et OSC entre la Mauritanie et l'Europe. Le programme « Graine de Citoyenneté » vise à répondre aux besoins pressants de création d'espaces de dialogue, d'émergence de débats sur la notion de société civile et citoyenneté, et de renforcement des initiatives portées par la société civile. **Le projet contribuera à l'émergence de mécanismes durables de promotion d'OSC favorables à la jeunesse.** Pour ce faire, « Graine de Citoyenneté » accompagnera une dynamique de montée en compétences des OSC de jeunes, participera à l'amélioration de la structuration et capacités d'action des OSC, promouvra des initiatives productives des jeunes et des femmes, et contribuera au dialogue pluri-acteurs à l'échelle territoriale. **À partir d'actions dans les régions de Nouakchott, du Gorgol, du Guidimakha, de l'Assaba, de l'Hodh El Chargui, de Nouadhibou, le projet encouragera la participation citoyenne des jeunes et facilitera leur insertion intégrale dans la société.**